

La FSCI s'engage en faveur d'un mémorial national

Montag, 08. Mär 2021

Il n'existe pas, en Suisse, de mémorial officiel dédié aux victimes du national-socialisme. Une vaste alliance œuvre avec la FSCI à l'établissement d'un lieu officiel de mémoire et de médiation, dont le concept sera remis ce printemps même au Conseil fédéral.

À proximité immédiate de la frontière suisse ont été victimes des crimes du national-socialisme des millions d'êtres humains. La Suisse elle-même n'en a pas été indemne. Or il manque un lieu central de mémoire et de médiation. D'entente avec des représentantes et des représentants de l'Organisation des Suisses à l'étranger, de la communauté de travail judéo-chrétienne, des Archives suisses d'histoire contemporaine et du Centre d'études juives de l'Université de Bâle, la FSCI collabore depuis plus de deux ans à un concept de mémorial national qui sera remis ce printemps même au Conseil fédéral.



Évoquer la mémoire et transmettre

Le pays compte certes une cinquantaine de petits lieux de mémoire surtout consacrés à des victimes juives ou à quelques courageux sauveteurs. Or tous sont nés d'initiatives privées. On chercherait en vain un monument fédéral et national. Le mémorial actuellement à l'état de projet inclura à l'avenir toutes les victimes du national-socialisme, y compris les personnes que les autorités suisses avaient alors refusé de sauver. Mais il rappellera aussi le souvenir des Suissesses et des Suisses qui s'étaient opposés au régime national-socialiste ou avaient offert aide et protection à des personnes persécutées. Le fait qu'il y eut également des Suissesses et des Suisses parmi les victimes a été longtemps pratiquement ignoré. Grâce au travail des chercheurs, on sait aujourd'hui que près de mille Suissesses et Suisses furent incarcérés dans des camps de concentration au motif qu'ils étaient juifs, homosexuels et gens du voyage ou qu'ils souffraient de maladies psychiques ou de handicaps physiques. Plus de 450 d'entre eux n'ont pas survécu.



Rares sont aujourd'hui, parmi nous, les témoins de cette époque qui pourraient nous parler de ce qu'ils ont vécu. Et leur nombre ne cesse de diminuer. Ce qui reste sont les récits qu'ont laissés ces personnes – une source impressionnante, qu'il s'agit de préserver. De même risque de disparaître la mémoire de ce que la Suisse a vécu du temps du national-socialisme en tant que démocratie et État de droit. Contre l'oubli doivent être mises en pratique de nouvelles formes de préservation du souvenir. Le fait d'en parler à l'école, en particulier, contribue à ce que ces crimes ne tombent jamais dans l'oubli et ne soient jamais relativisés. Telle est la raison pour laquelle une partie importante du mémorial qui doit être érigé aura une fonction de documentation et de médiation. Le souvenir étant aussi un moyen de sensibilisation et de clarification, il est particulièrement important de montrer à la jeunesse le danger que le racisme, l'antisémitisme et la discrimination représentent pour la démocratie.

La Confédération face à ses engagements

Le monument s'inscrit dans le contexte de l'engagement qu'a pris la Suisse en adhérant à l'International Holocaust Remembrance Alliance IHRA 2004. Une adhésion qui, au nom du futur, doit l'amener à s'interroger sur son passé. Les personnes à l'origine du projet de monument souhaitent qu'il soit érigé à Berne, capitale de la Suisse. Une ville centrale, qui symbolise la Suisse officielle. Il est prévu que ce mémorial soit financé et porté par la Confédération, le cas échéant avec le soutien des cantons et des communes. Très favorablement accueilli, le projet de mémorial officiel a déjà obtenu le soutien de quelque 200 personnes et organisations de la société civile et des sphères de l'économie et de la politique.